

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE

Raffinerie de Provence
La Mède BP 90020
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX
13220 Châteauneuf-les-Martigues

Références : CR/JPP-D-1047-MRT-2024
SPR/1028/2024
Code AIOT : 0006401056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été effectuée suite à la fiche G/P déclarant un incident le 2 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL ENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues.

Inaugurée en 1935 pour une capacité de traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphta), ainsi que des GPL, du propane et butane ; de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Rapport d'incident | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 2 | Capacité des rétentions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 | Demande d'action corrective | 7 jours |
| 3 | Prévention des risques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un début d'incendie a eu lieu sur le site, que l'exploitant a maîtrisé. La société TERF doit transmettre un rapport d'incident conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement et mettre sur rétention tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Un départ d'incendie a eu lieu le 2 juillet 2024 sur une plateforme de transit, regroupement, tri de déchets du site. Une fiche G/P sur cet incident a été produite et transmise à la DREAL par courriel du 02/07/2024 à 12h39.</p> <p><u>Selon l'exploitant :</u></p> <p>La société Total Raffinage France (TERF) a reçu trois appels téléphoniques à quelques minutes d'intervalles le 2 juillet 2024 pour un dégagement anormal de fumée. Le premier appel a été émis vers 11h45. Le service sécurité prévention du site a été alerté à 11h54 et le service de premier secours était sur le lieu de l'incendie à 11h56. L'incendie a été circonscrit vers 12h20. Un véhicule de secours de grande puissance s'est également rendu sur le lieu de l'incendie mais n'a pas eu besoin d'entrer en action.</p> <p>Par précaution et pour protéger la forêt à proximité, l'exploitant a informé le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) qui est arrivé sur le site vers 12h15. Le SDIS n'a pas eu besoin d'intervenir.</p> <p>La société TERF estime à 10 m³ la quantité de déchets non dangereux qui a brûlé et à 65 m³ le volume d'eau qui a été nécessaire pour éteindre l'incendie.</p> <p>La partie de la plateforme en béton où l'incendie s'est déclaré (au sud du site) est sous rétention mais n'a pas pu contenir la quantité d'eau d'extinction, ainsi une partie de ces eaux s'est déversée dans le réseau d'eaux pluviales du site avant que l'exploitant mette en place des boudins pour les contenir. Des traces de ces eaux étaient encore visibles lors de l'inspection.</p> <p>La société TERF n'a pas constaté visuellement de désordre dans le bassin de collecte des eaux pluviales du site mais va réaliser une analyse de ces eaux pour s'en assurer.</p> <p>L'exploitant a déclenché la cellule de crise à 12h00 pour l'arrêter à 13h.</p> <p>Le temps était ensoleillé et venteux (mistral).</p> <p>L'inspection note que le déclenchement de l'alarme aurait été initié par des personnes qui ont observé visuellement l'émission anormale de fumées.</p> <p>En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, il est demandé à l'exploitant de</p> |

| |
|---|
| transmettre un rapport d'incident décrivant à minima en les justifiant: <ul style="list-style-type: none"> la chronologie des évènements : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, durée, etc, les hypothèses sur les origines et causes de l'incident, les mesures mises en œuvre pour gérer l'incident, les conséquences de l'incident pour les personnes et pour l'environnement (eaux, sols, odeurs, air, etc) les mesures organisationnelles et techniques envisagées pour prévenir le renouvellement d'un incident similaire, notamment si cet évènement se produisait durant la nuit. <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que les rétentions présentes sur son site sont correctement dimensionnées et judicieusement réparties pour permettre de recueillir toutes les eaux d'extinction.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Capacité des rétentions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 |
| Thème(s) : Autre, Rétentions |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté sur la plateforme en béton où a eu lieu le départ d'incendie, le stockage hors rétention de près de 11 cubis de capacité 1000 litres chacun, contenant plus ou moins de liquides, notamment un cubi contenant une solution de soude.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre sur rétention tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 7 jours |

N° 3 : Prévention des risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>« Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan</p> |

systématiquement tenu à jour.

« La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »

Constats :

L'inspection constate qu'un pin à l'extérieur du site semble avoir été noirci par l'incendie et qu'un autre pin, également à l'extérieur du site, qui a été protégé de l'incendie par une benne selon l'exploitant, a une partie de ses branches qui poussent à l'intérieur du périmètre du site.

Il est demandé à l'exploitant de:

- prendre toutes les dispositions nécessaires, en les justifiant, pour éviter qu'un incendie venant de l'intérieur du site ne se propage à l'extérieur du site, et inversement,
- tenir compte de l'incident dans les documents qu'il produit notamment au titre de l'article 48 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et au regard des zones à risque mentionnées à l'article 8.3.15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2018.

L'inspection attire l'attention de la société TERF sur des dispositions réglementaires autres qu'ICPE qui pourraient s'appliquer au site notamment l'article L134-6 du code forestier avec les décrets d'application du 30 et 31 mars 2024 (n°2024-284 et n°2024-295) qui imposent, selon les cas, des distances de débroussaillage de l'ordre de 100 m à compter des limites de propriété de l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois